



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

justice : personnel

Question écrite n° 22868

Texte de la question

M. René Dosière demande à Mme la garde des sceaux, ministre de la justice, de bien vouloir lui fournir les renseignements suivants au titre de l'année 2007 : nombre de magistrats et d'agents du Conseil d'État affectés à la Présidence de la République, coût global (toutes charges incluses) qui en résulte et imputation budgétaire de ces dépenses.

Texte de la réponse

La garde des sceaux, ministre de la justice, informe l'honorable parlementaire qu'au cours de l'année 2007, cinq membres du Conseil d'État (soit, ramené en année pleine, 4,25 équivalents temps plein travaillés) ont été mis à disposition de la Présidence de la République afin d'y exercer des fonctions de directeur de cabinet, de secrétaire général ou de conseiller technique. En revanche, aucun membre du corps des conseillers de tribunaux administratifs et de cours administratives d'appel, ni aucun agent du Conseil d'État n'a été mis à disposition de la Présidence de la République au cours de l'année 2007. Le coût de ces mises à disposition, d'un montant de 382 941 €, a été intégralement imputé sur les crédits de rémunération de l'action « Etude, expertise et services rendus aux administrations de l'État et des collectivités » du programme « Conseil d'État et autres juridictions administratives ». Une convention de mise à disposition de membres du Conseil d'État auprès de la Présidence de la République a été conclue le 26 juin 2008 entre la Présidence de la République et le Conseil d'État. Désormais, le coût de la rémunération des membres mis à disposition par le Conseil d'État et supporté par le programme « Conseil d'État et autres juridictions administratives » fait donc l'objet d'un remboursement trimestriel.

Données clés

Auteur : [M. René Dosière](#)

Circonscription : Aisne (1^{re} circonscription) - Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 22868

Rubrique : Ministères et secrétariats d'état

Ministère interrogé : Justice

Ministère attributaire : Justice

Date(s) clé(s)

Date de signalement : Question signalée au Gouvernement le 7 avril 2009

Question publiée le : 13 mai 2008, page 3945

Réponse publiée le : 21 avril 2009, page 3872